



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Olivier VERAN

Ministre des Solidarités et de la Santé
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP

A l'attention de Madame OUKKAL
DGOS

Objet: Préavis de Grève

Montreuil, le 19 novembre 2020

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de déposer auprès de vous un préavis de grève national pour **le 3 décembre 2020** conformément aux articles L.2512-1 et L.2512-2 par le Code du travail.

Pour les agents soumis à des services continus et dont les horaires d'embauche et de débauche débordent les jours et horaires précités, le préavis doit couvrir les agents en amont et en aval de ces journées.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce préavis est valable pour l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux relevant des établissements, notamment :

- **Les établissements sanitaires et sociaux, médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,**
- **L'Établissement Français du Sang et activités de transfusion sanguine (E.F.S.) – (établissement public national) créé par le décret n°99-1143 du 29/12/99 et la loi n°98- 535 du 01/07/98 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.**
- **Les ESPIC, CLCC et les établissements privés ou services sanitaires sociaux et médico-sociaux chargés de la mission d'un service public (art. L.2512-1 et L.2512-2 du Code du travail ; Art. L.6112- 3 et L.6161-5 du Code de la santé publique)**

Dans le cadre de l'exclusion des agents et salariés des secteurs social et médico-social, l'union fédérale de l'action sociale et la Fédération de la santé et de l'action sociale exigent en cette journée spécifique du 3 décembre 2020 :

- **L'égalité salariale entre tou-te-s les agents et salariés du public et du privé, à commencer par le versement immédiat des 183 euros du SEGUR pour tou-te-s dans le secteur social et médico-social,**
- **La réouverture des négociations pour une revalorisation salariale à hauteur de 300 euros nets mensuels**
- **L'embauche de personnels qualifiés à la hauteur des besoins**
- **L'accès à des formations qualifiantes**
- **L'embauche pérenne de jeunes en apprentissage**
- **Des semaines de travail à 32 h et la retraite à 60 ans pour tou-te-s à taux plein, la reconnaissance de la pénibilité entraînant un départ anticipé à la retraite pour tou-te-s les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale public/privé**
- **L'amélioration de nos conditions de travail**
- **La reconnaissance de notre travail par le versement de l'intégralité de la prime «Covid» et « le rattrapage du pouvoir d'achat » avant le 31 décembre 2020.**

Nous renouvelons la volonté des personnels en lutte, de voir s'ouvrir de véritables négociations en vue du règlement des revendications portées par l'action de ces personnels à savoir :

- **un véritable plan Emploi – formation,**
- **l'amélioration des conditions de travail et de vie, les moyens de protection ainsi que le matériel et les outils nécessaires pour exercer en toute sécurité,**
- **la titularisation et la résorption des emplois précaires,**
- **l'abrogation des journées de carence dans e secteur public et privé,**
- **la défense et l'amélioration des avantages acquis statutaires, conventionnels et locaux, etc...**
- **le respect des libertés et droits individuels, collectifs et syndicaux,**
- **le financement à la hauteur des besoins de la sécurité sociale,**
- **un système de Santé, de protection sociale et des services publics qui répondent aux besoins de la population,**
- **l'augmentation immédiate des retraites de 300 euros, pas de pension inférieure au SMIC (1800 euros), la fin de la décote et la prise en compte des années d'études.**

Dans l'attente, nous vous demandons de prévenir les chefs d'établissements visés par la réglementation précitée afin de les rendre au respect du droit de grève, à commencer par l'application pleine et entière des dispositions du Code du travail en matière de négociation préalable ou de concertation prévue par la circulaire n° 2 du 4 août 1981.

Notre Fédération CGT Santé, Action Sociale rappelle que ses organisations savent prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité et les soins aux malades dans la limite des moyens humains et matériels.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Julie MASSIEU,
Co-animatrice espace revendicatif

